

Lusitanie libertaire : les limites d'une approche

João FREIRE

Les Anarchistes du Portugal, avec une introduction de Miguel Chueca et une postface de Jean-Louis Phan-Van.
(Editions CNT-Région parisienne, 336 p., 2002).

POUR n'avoir pas pu résister, en 1926, à l'instauration du fascisme, les libertaires portugais passèrent à la trappe de l'histoire. On les oubli... Pour avoir tenu tête, dix ans plus tard, aux mêmes croisés de l'Ordre noir, leurs voisins ibériques entrèrent dans la légende de l'anarchisme. Les réputations sont aussi faites d'injustice.

L'ouvrage de João Freire – *les Anarchistes du Portugal* – aura pour beaucoup de lecteurs le goût d'un voyage en *terra incognita*. A peu près seul, en langue française, à traiter de son sujet, il ne supporte la comparaison qu'avec une ancienne – et bien intéressante – brochure de Carlos da Fonseca, épuisée depuis longtemps¹. C'est dire si le terrain était vierge. L'anarchisme portugais, J. Freire en a fait l'objet d'une thèse de doctorat, dont ce livre est la version « réduite, simplifiée et mise à jour ». Organisée en cinq chapitres très inégaux – « Les débuts », « Travail et syndicalisme », « Le mouvement anarchiste », « Doctrines et pratiques », « De la Seconde Guerre mondiale à nos jours » –, l'étude possède certaines des qualités du genre universitaire – le propos est clair, l'exposé charpenté, les connaissances évidentes –, ce qui ne saurait dire qu'elle en évite tous les défauts. Ici, le principal inconvénient tient sûrement au mélange des genres entre histoire et sociologie et à l'accumulation de données statistiques ou typologiques, dont la valeur explicative, pas toujours convaincante, ne saurait pallier les déficiences de l'analyse historique proprement dite.

Au Portugal comme ailleurs – et peut-être plus qu'ailleurs –, le « proudhonisme » fut à l'origine de l'anarchisme. Ce « positivisme libertaire », pour re-prendre l'heureuse expression de Carlos da Fonseca, y joua un rôle d'autant plus important qu'il irradija longtemps et déborda les limites du champ social en influençant le radicalisme politique et la sphère culturelle de la génération dite de 1852. Source commune, l'ascendance proudhonienne explique sans doute pour partie cette alliance objective prolongée entre l'anarchisme et le républicanisme socialisant, si « caractéristique, écrit J. Freire, de l'histoire portugaise moderne ». Le « bakouninisme », en revanche, n'eut pas au Portugal le même succès qu'en Espagne. Il fut même rapidement discrédité – comme manœuvrier – et marginalisé au profit des partisans de Marx qui ne se privèrent pas de mettre, dès ses origines, la main sur le mouvement ouvrier. La section régionale de l'AIT se transformera, en 1875, en Parti socialiste ouvrier portugais.

Ainsi, l'histoire de l'anarchisme portugais dé-buta par une traversée du désert. Il faudra attendre la fin du XIX^e siècle pour que, directement influencé par Kropotkine, il fasse surface sous sa forme « anarcho-communiste ». Divisé entre « interventionnistes » (partisans de l'alliance avec les républicains dans la lutte contre les institutions monarchiques) et « puristes » (favorables à l'organisation ouvrière), il connut pour un temps encore – une bonne génération – ce splendide isolement des minoritaires et, pour y remédier, céda, comme l'écrit J. Freire, à « la croyance de la supériorité de l'exemple et de la démonstration pratique » et à « la tentation de l'illégalisme et de la violence ». Au Portugal, la dérive terroriste eut les mêmes effets qu'ailleurs : la criminalisation des anarchistes et leur progressive marginalisation. Ce n'est qu'une fois clos le débat entre « interventionnistes » et « puristes », après l'insurrection républicaine de Porto en 1891, que s'opéra, au tournant du siècle et sous l'influence du syndicalisme révolutionnaire français, ce que J. Freire nomme « la réorientation stratégique de l'anarchisme portugais » vers le syndicalisme libertaire. « A partir de 1906-1908 », précise-t-il, la dynamique s'emballa de telle forme que les termes d'anarchiste et de syndicaliste devinrent « presque synonymes dans le langage courant ».

Le syndicalisme libertaire portugais mettra vingt ans à se construire – le temps qu'il faudra entre la « réorientation stratégique » déjà signalée et la fondation de la Confederação Geral do Trabalho (CGT) en 1919 – et moins de dix ans pour disparaître, sa dissolution ayant été promulguée en 1927. Originale, son histoire l'est à maints égards : d'abord, parce que la CGT, syndicat unique, re-groupait des travailleurs « hors de toute école politique ou doctrine religieuse » ; ensuite, parce que le type de syndicalisme qu'elle pratiqua – plus proche de la charte d'Amiens que de l'anarcho-syndicalisme espagnol – fut tout à fois réformiste et révolutionnaire, en tout cas pragmatique ; enfin, parce qu'elle entretint avec l'anarchisme « spéci-fique » des rapports de connivence, sans conflits d'intérêt vraiment majeurs.

¹ Carlos da Fonseca, *Introduction à l'histoire du mouvement libertaire au Portugal* (CIRA, Lausanne, 1973).

Comment, si mal parti, l'anarchisme a-t-il pu se rétablir au point de devenir le fer de lance d'une telle expérience ? Sur ce point pourtant essentiel, l'ouvrage de J. Freire laisse le lecteur sur sa faim. Par exemple, il évoque peu la crise – dont profitèrent les libertaires – que connut, à l'orée du siècle, le socialisme autoritaire. Par ailleurs, il méconnaît le rôle clef que joua le concept d'autonomie ouvrière dans l'unification des déçus du réformisme. Enfin, il oublie d'analyser cet étrange phénomène d'assimilation du syndicalisme révolutionnaire par l'anarchisme, qui n'alla de soi nulle part ailleurs. Sur un autre plan, cette singularité de la CGT portugaise – que J. Freire évoque avec raison – méritait sans doute, pour être pleinement perçue, d'être comparée, au moins partiellement, mais autrement que simplement quantitativement, avec celui de sa puissante voisine, la CNT espagnole. Là encore, on pourra s'estimer déçu. Et chercher une explication à ces faiblesses. La nôtre vaut ce qu'elle vaut, mais on y tient : *les Anarchistes du Portugal* s'occupe, certes, d'histoire, mais il s'intéresse d'abord à la sociologie, discipline que J. Freire enseigne à l'université de Lisbonne et dont son livre enfile quelques perles.

Qu'on ne se méprenne pas : ce n'est pas tant le travail du chercheur qui est ici en cause que ses prétentions à expliquer l'histoire à grands coups de typologies, de pourcentages et de variables. Ce travers notoire, Miguel Chueca l'épingle, à sa façon – élégante –, dans une introduction à l'ouvrage par ailleurs très laudative. Il y conteste, par exemple, cette « vision d'une correspondance stricte entre structure sociale et formes de conscience ouvrière » dont J. Freire se fait l'adepte, en particulier quand il théorise l'homonymie entre « l'idéologie libertaire et le système de travail en vigueur à l'époque » – le premier quart du XX^e siècle – fondé sur le « métier ». C'est probablement parce que la démonstration ne va pas de soi² que J. Freire consacre bon nombre de pages et autant de statistiques pour accréditer la thèse, fort ancienne, selon laquelle le syndicalisme d'action directe aurait tiré sa force d'un état d'arriération du capitalisme et cessé d'exister dès lors que celui-ci se modernisa³. Hormis le fait que le débat qui traversa – au Portugal, comme ailleurs – le syndicalisme révolutionnaire, en opposant les partisans du syndicat de métier à ceux du syndicat d'industrie, prouva plutôt son aptitude à adapter ses capacités de résistance à la mouvante réalité du capitalisme, on se demande bien pourquoi la conscience de classe serait mécaniquement liée à telle ou telle forme du système d'exploitation dominant ou objectivement favorisée par celui-ci. Réductrice, l'approche hyper-sociologique de J. Freire – qui pose comme postulat central que la disparition du syndicalisme révolutionnaire était en quelque sorte « naturellement » programmée – minimise, par ailleurs, deux faits historiques irréfutables. Le premier, c'est le mouvement de déplacement idéologique d'une partie du syndicalisme révolutionnaire vers le bolchevisme comme conséquence de la révolution russe. Le second, c'est l'indéniable et décisive défaite qu'il subit, au carrefour des années 1930, non seulement au Portugal, mais aussi en Argentine et en Espagne. Nous disons « défaite », et non « extinction », car le syndicalisme d'action directe périt bien par les armes et non de mort naturelle.

Si l'étude de J. Freire est d'abord centrée sur la CGT, elle déborde du cadre du syndicalisme libertaire pour s'intéresser aussi au mouvement anarchiste « spécifique » et à ses pratiques et doctrines, au pluriel. Au pluriel, car l'auteur prend bien soin de préciser que, pour lui, l'anarchisme est, par définition, multiple, ce que nous lui concéderons volontiers, même si les groupes qu'il analyse se réfèrent très majoritairement, en l'occurrence, à un anarchisme social et que, pour sympathiques qu'ils puissent paraître, les « individualistes », « mystiques », « végétariens » ou « naturistes » qu'il évoque peuplent les seules marges du mouvement. Là encore, la méthode employée par J. Freire repose sur l'échantillonnage (3 300 militants et 7 00 groupes libertaires) et la typologie. On en tire, certes, nombre d'enseignements sur la composition du mouvement anarchiste – très majoritairement prolétaire et masculin –, sur son fonctionnement contre-sociétal, sur son imaginaire anti-militariste, anti-clérical, éducationniste et néo-malthusien, mais la démarche nuit, en fin de compte et de nouveau, à l'analyse historique d'un mouvement qui vécut aussi de convulsions internes, de débats et de controverses, dont très peu – hormis la division déjà évoquée entre « interventionnistes » et « puristes » – sont recensés ici. Au fond, ce qui gêne, ce n'est pas tant l'optique privilégiée par l'auteur que sa prétention totalisante à dire tout l'anarchisme portugais – hommes, idées, pratiques, modes de vie et organisations – à partir des seuls critères sociologiques.

Pour J. Freire, la « faible capacité d'autocorrection » de l'anarchisme et son double penchant pour la promotion des « mêmes vertus » et la répétition des « mêmes erreurs » l'exposeraient « à des processus de désa-

² L'auteur reconnaît lui-même, en passant, qu'une « telle correspondance ne nous permet pas d'établir des relations simples de causalité » et précise que le « système de métier » a également favorisé l'éclosion de pratiques réformistes et corporatistes fort éloignées du syndicalisme révolutionnaire.

³ Cette thèse se situe, à l'évidence, dans la droite ligne de cette prétendue corrélation entre l'anarchisme et l'archaïsme socio-économique qu'un certain marxisme d'école présenta souvent comme une certitude sociologique. Elle eut – et a encore – un certain succès d'estime chez les historiens et sociologues – pas uniquement marxistes – qui la revisitent périodiquement.

grégation ». Possible, encore que, pour porter, le reproche mériterait sans doute d'être précisé et argumenté. Mais, asséné comme une vérité d'évidence, il ne l'est pas. Cette forme de suffisance classe son auteur parmi ces orthodoxes de l'hétérodoxie en quête d'un « réformisme libertaire » – comme le note Jean-Louis Phan-Van en postface – ou d'un « libertarisme » d'époque, délesté des tares d'un anarchisme qui ne mènerait, pour reprendre un inventaire à la Prévert dressé ailleurs ⁴, « qu'au sectarisme, à l'autoritarisme, au reniement des idéaux, au cynisme, au mensonge, à l'hypocrisie ou au découragement ». Insignifiant car excessif, sans doute, mais ce goût pour le jugement à l'emporte-pièce a, avouons-le, quelque chose d'énergique chez lui. Un peu bricolé, le dernier chapitre de son ouvrage en atteste encore quand l'hommage mérité aux militants de l'ombre se double de la certitude que le mouvement y sombra « définitivement ». De la même façon, le fait de voir l'éclosion d'une « nouvelle stratégie d'intervention de l'anarchisme, sur une base locale, favorable au municipalisme » dans le fait que nombre de militants se tournèrent alors vers le mouvement coopératif ou les groupes culturels et les associations de locataires, relève d'une certaine malveillance et confond un pis-aller avec une ligne d'action. Au Portugal comme en Espagne, et partout où les libertaires furent légalement privés des moyens de développer leur presse, leur propagande et leurs organisations, ils tentèrent, comme ils le purent, de ne pas disparaître tout à fait. Point. En conclusion au choix stratégique, c'est s'arranger avec l'histoire. Par convenance. Quant à la « révolution d'Avril » (1974), toute portée qu'elle fut au « libertarisme spontané », on se demande bien quel autre rôle aurait pu y jouer l'anarchisme tant il sortait exsangue de la dictature.

Une question, en revanche, méritait d'être sérieusement traitée : celle de l'impossible reconstruction, dans la période post-fasciste, d'un mouvement libertaire digne de ce nom. Sur le sujet, J. Freire émet quelques idées passées au tamis de son orthodoxe hétérodoxie : « Le Portugal et surtout l'Espagne ont donné des preuves pratiques, écrit-il, de l'inadéquation du vieux projet anarchiste aux temps actuels et de l'incapacité de l'ensemble des militants à forger un nouveau projet et une nouvelle stratégie. » Le diagnostic vaut de nouveau sentence, mais il n'explique rien. Ces « temps actuels » dont parle J. Freire furent – sont – d'abord de spectacle et de régression intellectuelle et démocratique, de « fin d'histoire » et de condamnation des archaïsmes, au premier rang desquels figure le « vieux » projet émancipateur, dont l'absence même signait – signe – cette « basse époque » qu'évoquait Castoriadis. A inverser les termes de l'équation sociale-historique, on prend l'effet pour la cause, avec pour avantage d'être résolument moderne et pour inconvénient de n'en être pas plus avancé. Sur ce point, la grille de lecture fournie par ce « néo-anarchisme » moralisateur, dont J. Freire se fait aujourd'hui le porte-voix, n'est pas plus convaincante – ni moins idéologique – que celle proposée par les tenants d'une certaine rigidité anarchiste, dont le même J. Freire fut un sourcilieux défenseur, il y a quelque trente-cinq ans.

Malgré toutes ces réserves, on lira avec intérêt *les Anarchistes du Portugal*. D'abord parce qu'il témoigne, à sa façon, d'une mémoire perdue – celle d'une belle résistance libertaire au vieux monde en terre lusitanienne – et que c'était justice. Pour le reste, on attendra mieux.

José Fergo

⁴ Voir « L'Eternelle Jeunesse de l'anarchisme », contribution de J. Freire à *L'anarchisme a-t-il un avenir ? Histoire de femmes, d'hommes et de leurs imaginaires* (ACL, Lyon, 2001).